

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
20 novembre 2008
N° 2054
1,22 €

Le TGV
combien ça coûte ?

Ametz Arzallus

Txapeldun

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Vitesse et précipitation

«**L**'IMPORTANT est de mettre Pau et Bayonne à trois heures de Paris»: voilà le message de Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux Transports, venu à Pau jeudi dernier tenter de convaincre les élus basques et béarnais de mettre la main à la poche pour financer la ligne ferroviaire à grande vitesse Paris-Irun. Inversez le sens de l'itinéraire et chacun comprend qu'il s'agit en fait de mettre le parisien à trois heures des plages de la côte basque ou des stations de ski béarnaises.

Car c'est cela l'aménagement du territoire à la française. Paris est le centre et le reste de l'hexagone doit se positionner par rapport à la capitale. Conception vieille de deux siècles. Déjà, au début du XIX^{ème} siècle, Napoléon imaginait une organisation routière en étoile à partir de la place de l'Arc de Triomphe, appelée, à dessein, place de l'Etoile, d'où partirait le réseau des grandes nationales vers la province. Tout part de Paris et tout doit ramener à Paris.

Avec le réseau TGV, la vitesse de déplacement change, mais le schéma d'aménagement ne varie pas. Deux siècles de jacobinisme centralisateur ont formaté les esprits de nos décideurs. Ils sont incapables de déroger au tropisme parisien, même si les exigences du monde économique évoluent rapidement. On peut traverser l'Europe entière sans descendre du train dans lequel on est monté à Bruxelles. Mais on ne peut toujours pas aller de Bayonne à Strasbourg, sans passer par Paris et y être obligé de changer de gare. On ne peut se rendre de Bayonne à Genève par le couloir rhodanien sans changer trois ou quatre fois de train. De ce fait, faire Bayonne-Paris, puis Paris-Genève, s'avère plus économique en temps, mais, bien entendu, pas en argent.

Alors oui, la question se pose. A qui et à quoi servira le gain d'une heure sur le trajet Bayonne-Paris? A qui et à quoi servira un train à 300km/h contraint, de toute façon, de rouler à moins de 200 à l'heure au-delà de la Bidassoa?

Quel intérêt d'imposer à un territoire fragilisé une ligne à grande vitesse qui ne sera qu'une voie de passage pour une minorité d'usagers? Car enfin, le développement économique à venir de notre territoire ne passera pas par Paris. La probable relocalisation de l'économie dans les prochaines années n'est pas une vue de l'esprit. La fin du pétrole bon marché et le renchérissement à venir de l'énergie et des matières premières, les possibilités immenses ouvertes par la transmission informatique des données, modifieront en profondeur les moyens de production et les modes de vie des citoyens.

Dans les décennies à venir, les véritables besoins pour le développement économique local seront vraisemblablement ceux de dessertes fréquentes et sûres vers les bassins de populations voisins: Donostia et Bilbo, Iruña et au-delà Barcelone, ou encore vers Bordeaux et Toulouse. Donner chair au projet d'Eurocité, pour l'heure fantomatique, passe aussi et surtout par des transports collectifs au service des citoyens. Cela implique des trains régionaux à cadencement convenable et une amélioration des voies existantes, comme celle de Bayonne à Toulouse ou celle de Garazi.

Pour le coup, un réseau ferroviaire de proximité, remis à niveau pour desservir le grand sud-ouest et le nord de la péninsule placera le BAB, point de passage obligé, au centre de l'étoile locale. Dès lors, serait-ce trop demander aux responsables de nos collectivités locales de réfléchir à deux fois avant d'engager des sommes folles dans un investissement qui ne générera aucune véritable richesse pour notre pays, et obèrera pour longtemps les capacités de financement de projets plus structurants socialement et économiquement?

Face aux enjeux de l'avenir, la paresse ou le conformisme intellectuels, encore moins l'intérêt partisan, n'ont pas leur place au moment des choix stratégiques. Vitesse et précipitation sont rarement gages de qualité.

Ez gaitezen sobera goratik eror...

«**O**BAMANIAK» indartzen segitzen du azkar... Bi aste bozkatua izan eta, Barack Obamaken garraipenak segitzen du sortarazten, mota guzietako itxaropenak. Mundu guzian txalotua izan da amerikar presidente berriaren hautua. Nork ez ditu ikusi, itzulika goizetik arrats telebista kate guzietan, jendeak negarrez, urostatasun malkoak, dantzant, kantuz, oihukatzen beren bozkarioa... Afrikatik Hego Amerikara, Europatik pasatuz, munduko lehendakari gehienek erabili dituzte hitz berdintsuak: «historikoa», «itxaropentsua»... Guziek azpimarratu nahi ukan dute harreman politikoen berritzeko xedea Ameriketako Estatu Batuekin. Nahi edo ez, Barack Obamakek aldaketa sinbolizatzen du... Baina sinboloak, sinbolo galditzen dira. Aldaketak etorriko diren, geroak erranen. Ez gaitezen «enbalatu» Barack Obamaren lehentasuna izan da... Amerikaren lehendakari izaita. Horrek erran nahi du Estatu Batuen interesak dituela lehentasun ukanen. Zer aldaketa proposatu ditu Obamak, bere hauteskunde programan? Amerikar tropak ateratzea Iraketik? Bai baina Afghaniztaneakoak indartzeko. Ez du sekulan aipatu gerlarekin amaitzea. Obamak ez du bukatzen eta ez bukatu nahi ere naski, anti-amerikaren liteken terrorismoaren psikosiarekin. Eta iduriz, nahi luke ere, Europar tropak indartuak izan dadin Afghaniztaneako lurraldean... Jadanik entzunak izan gauzak. Eta ez itxaropentsuenak. Guantanamoko presondegia hestea? Beharrezkoa. McKain hautagaiak ere galdegiten zuen... Non da

aldaketa? Armak eramaitearen ahala? Ez du debekatzea proposatzen, baina konstituzional eskubide hori sustengatzen... Hil zigorraren ezereztatzea? Ez. Obamak errepikatu du hil zigorraren alde zela kasu berezi batzuetan. Amerikar ikusmolde bat, gaizki edo ezin ulertua bereziki gure Europa aldean... Gutxiengoentzat aldaketak? Esperantza ikaragarria. Bere programan bere gain hartzen du immigrazioaren kontrako politikaren indartzea. Segida bat. Idekidura bat egiten du homosexualen eskubideri buruz baztertuz ala ere ezkontzeko ahala... Hamabi urte Barack Obama Illinois-ko Senatura dela. Eta aitortu behar da Illinois-ko gutituen egoera ez dela beste amerikar estatuetako gutituen egoeratik hain desberdina. Horiek guziak erran eta, nola ez azpimarratu amerikar presidente hauteskundeek ekarri aldaketa?... Baina ez Obamaren aldetik (ez oraino). Baina bai amerikar gizarte eta bozkatzailen aldetik. Hor izan da aldaketa eta itxaropen iturri nagusia. Horiek dute aldaketa galdegiten lehendakari «beltz» bat hautatuz. Hor da sinbolo nagusia. Agian nahikari hori entzuten du Obamak.

Entzun eta irakurri da eskuin eta ezker (Enbatan ere!) ia Obama bat posible liteken Frantzian... Galdera zuzenena litzateke ia frantses gizarteak nahi dituen aldaketa horiek eta prest den horien arabera bozkatzeta. Pentsatzen ahal da ezetz. Duela urte bat estatu Batuetan pentsatzen zen bezala. Iduriz frantses gizarteko ehuneko laurogeiak sustengatzen zuen Obama... Itxaropen bat? Geroak erranen.



... pas tant que ça, que la Californie se prépare au «Big One», tremblement de terre majeur qui pourrait la frapper. Le jeudi 13 novembre, la simulation d'une secousse est intervenue à 10 heures: des dizaines d'ambulances, des centaines de blessés, et le gouverneur Arnold Schwarzenegger qui descend d'un hélicoptère pour superviser l'organisation des secours. Décidément Arnold, le cinéma, ça te manque!

... que George W. Bush se récupère de ses multiples échecs en obtenant gain de cause contre les baleines! La raison d'Etat et l'US Navy ont en effet infligé un cuisant échec aux défenseurs des baleines et autres dauphins, invalidant la décision de plusieurs tribunaux fédéraux. George, va-t-en, c'est assez!

... que Fidel Castro raconte, dans un livre, ses efforts de paix pour la Colombie. A en croire l'auteur, il lui a consacré «plus de 400 heures de travail intense». On comprend mieux pourquoi il n'a pas eu le temps de s'occuper des libertés fondamentales dans son pays!

... pas tant que ça qu'Abdul Ruzibiza, principal témoin à charge du juge français Jean-Louis Bruguière imputant à l'actuel chef de l'Etat rwandais le déclenchement de la guerre civile dans son pays, se soit rétracté. L'accusateur repent évoque «la haine que les Français vouent à l'ethnie tutsi et au pouvoir rwandais actuel» et affirme avoir été manipulé par la France. Si on ne peut même plus compter sur les faux témoins!

... pas tant que ça qu'une étude menée par des chercheurs de l'université de médecine vétérinaire de Vienne montre que des souris femelles nourries au maïs transgénique peuvent être affectées par des problèmes de reproduction. A défaut d'alimenter la planète, Monsanto sait déjà comment lutter contre la surpopulation!

... et réjouit que l'Autriche tire de sa léthargie la centrale nucléaire de Zwentendorf, réduite à l'inactivité depuis 30 ans par référendum du 5 novembre 1978, pour produire de l'énergie solaire. Mais 30 ans pour une illumination, c'est vraiment pas la vitesse de la lumière!

... pas tant que ça, qu'un détenu ait comparu les pieds entravés le 28 octobre, devant la cour d'appel de Lyon. «Il a dû s'avancer à la barre en progressant à petits pas, les chaînes traînant sur le sol». Le procureur général a évoqué un «excès de zèle d'un gendarme». Gendarme zélé ou président aveugle?

... que le Sénat veuille supprimer l'amendement «Tapie», voté par les députés, qui prévoyait de soumettre à l'impôt les indemnités de plus de 200.000 euros pour préjudice moral. Le facétieux homme d'affaires pourra ainsi profiter sereinement des 285 millions d'euros qu'un tribunal arbitral lui a attribués contre le Crédit Lyonnais. Tapi dans l'ombre, Bernard attend son pactole...

Querelle autour d'une affiche

Il y a dans le monde de multiples sources d'indignation, de véritables injustices face auxquelles la volonté humaine doit se dresser si elle tient à refuser de se voir avilie, courbée, et par la même indigne d'elle-même. Quand elle se manifeste, l'indignation est parfois feinte, ne dépassant pas le stade du discours gratuit, alibi facile cachant la fuite devant une réac-



tion qui aurait nécessité autrement plus de courage. Parfois elle se fait impérisable, car l'histoire l'aura assise comme le début d'un processus ayant finalement réussi à corriger une anomalie —je pense par exemple au «J'accuse» de Zola.

Et puis parfois l'indignation se fait ridicule, tant l'injustice qui est censée l'avoir suscitée paraît futile. Et là on atteint à l'occasion des sommets de débililité.

Un salon extraordinaire

Ainsi chaque année, début décembre, se tient le salon littéraire de Durango. Une manifestation de près d'une semaine durant laquelle est présenté à des dizaines de milliers de visiteurs le panel des nouveautés du monde de l'édition, véritable vitrine d'une culture vivante et dynamique. Je ne pourrai jamais assez recommander à toutes celles et tous ceux qui ne sont jamais allés à Durango d'y faire un saut ne serait-ce qu'une journée, pour voir comment ce pays et sa langue ont su faire le saut de la diversité des styles, des registres, des supports (du livre classique au multimédia ou à la téléphonie). C'est vraiment la preuve vivante que si les moyens législatifs étaient donnés à l'euskara de s'épanouir, elle comme toutes les autres langues minorisées du monde se révélerait capable de se hisser au même niveau que les

Peio Etcheverry-Ainchart

langues officielles, et ce nonobstant les esprits étriqués qui n'y voient que des langues archaïques. Chaque année, une affiche est mise au point pour servir de support de communication au salon. Pour cette édition, l'affiche est très épurée. On y voit (ou plutôt on ne voit pas...) la tête d'un personnage invisible, dont on ne devine les contours que par un béret basque noir, des lunettes plutôt classiques et, chose assez curieuse, deux écouteurs de baladeur numérique pendant de ce qui doit logiquement être ses oreilles.

La polémique s'emballa

Lorsque j'ai vu l'affiche, je l'ai trouvée assez originale. À vrai dire j'ai autant de goût artistique qu'un vigile de boîte de nuit, mais malgré tout je peux dire qu'elle m'a bien plu. Et puis surtout je ne me suis pas particulièrement attardé dessus jusqu'à ce jour de la semaine dernière où j'ai entendu sur Euskadi Irratia qu'une polémique était née autour de l'affiche en question. Je vous le donne en mille: pourquoi s'indignait-on? Peut-être parce que le salon représente la culture basque et que le fait de dessiner encore une fois un béret basque pour identifier ce peuple fait folkloriste? Non, ce n'est pas ça, d'ailleurs il y a belle lurette que les représentations collectives en Hegoalde ont dépassé les anciens symboles traditionnels que sont le béret, le lauburu, parfois même l'ikurriña lui-même. Peut-être alors parce que le béret et les lunettes laissent penser que le personnage invisible est une personne âgée, ce qui tendrait à faire entendre que la culture basque est vieille et dépassée? Non plus, d'ailleurs la présence des écouteurs modernes crée un contraste assez intéressant, tant graphiquement que sur le plan de la signification de l'affiche. Alors, quoi, me direz-vous? Eh bien il s'est trouvé quelque féministe pour considérer que le béret et le type de lunettes ne trompent guère sur le fait que le personnage est un homme, et que l'affiche en devient discriminatoire vis-à-vis des femmes. Et là je me dis: «C'est pas possible, il doit falloir des heures d'entraî-

nement tous les jours pour parvenir à un tel niveau de connexité». Si l'on suit ce raisonnement, que faudra-t-il encore veiller à faire à tous les niveaux de la vie quotidienne pour ne pas risquer d'être taxé de machiste? Il est évident que beaucoup de domaines de la vie publique en Pays Basque sont encore marqués par la prégnance des marqueurs masculins, qui reflètent à leur tour un déséquilibre qu'il convient de continuer à corriger aujourd'hui. Mais encore faut-il savoir définir ce qui est important et ce qui est accessoire. Si Maddalen ou Mirren avaient remporté le championnat de bertsulari dimanche dernier, aurait-il fallu cesser de parler de txapeladun et la coiffer d'autre chose que d'un béret, marqueur masculin par excellence en Pays Basque? Et la coiffer de quoi d'ailleurs?

Ne pas se tromper de combat

Le combat pour l'égalité des hommes et des femmes est un combat noble, il n'y a aucun doute sur cela. Et la route est encore longue pour que tous les aspects de ces inégalités soient enfin corrigés. Mais c'est précisément parce qu'il y a assez d'injustices véritables à combattre qu'il faut éviter de perdre son temps dans des problèmes qui n'en sont pas. Si chaque année le salon de Durango met un homme à l'affiche et jamais de femme, je comprends qu'on se pose la question. Mais d'abord ce n'est pas le cas et surtout je crois que les gens qui ont condamné l'affiche de cette année seront bien embêtés si l'an prochain il y figure seulement une femme.

Alors qu'en Pays Basque comme ailleurs, tant de femmes sont encore battues, subissent des conditions de travail inégales à celles des hommes, connaissent un sort abominable dans certains pays du monde, tant de véritables enjeux autour desquels se mobiliser, batailler ainsi sur l'affiche du salon de Durango ne fait que décrédibiliser ce combat. Et je ne mets d'ailleurs pas dans le même sac les enragé(e)s qui ont lancé cette polémique et les militant(e)s qui mènent un véritable et méritoire travail sur ce terrain. Le pire dans cette malheureuse affaire serait précisément d'en faire l'amalgame.

Les enjeux fina

Jamais évoqué lors du «Débat public», voilà que l'Etat et Réseau Ferré de France (RFF) viennent de présenter la note du TGV aux collectivités locales. Et quelle note: 14 milliards € pour les tronçons Tours-Bordeaux, Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Pays Basque dont 50% seraient à la charge de l'Etat et de RFF. Nos élus, dans un premier temps, en sont restés KO debout. La CABAB paiera 65 millions, ce qui représente une charge de 3 millions annuelle durant 50 ans. La communauté de Sud-Pays Basque est imposée à 25 millions. Non seulement c'est énorme mais, de plus, il faut se décider en urgence... pour une livraison en 2020 au mieux! Exercice unique de gestion publique lorsqu'on sait que le moindre investissement public (rond-point, école, maison de retraite...) met deux à trois ans à être réalisé après débat avec les oppositions et mise en concurrence entre architectes et entreprises. Et que dire de la clef de répartition du financement entre les collectivités territoriales. L'ensemble de la Gironde paiera 475,8 millions, alors que les Pyrénées-Atlantiques, deux fois moins peuplés, 331,6 millions. Comment comparer les enjeux financiers de ce TGV entre l'Aquitaine et Midi-Pyrénées qui doit construire un nouvel aéroport à Toulouse si la LGV n'y arrive pas! Et que penser du coût final, en 2020, de cette belle architecture financière bâtie par RFF sur des estimations 2006? Quel crédit les partenaires peuvent-ils accorder à un organisme public déjà plombé par 28 milliards de dettes? Enbata apporte ici quelques éléments d'information sur ce projet sans, pour le moment, évoquer l'aspect environnemental particulièrement sensible en Pays Basque.

Le protocole

LE 5 septembre 2008, le préfet de région et le Président du Conseil régional d'Aquitaine ont adressé un projet de protocole de financement à toutes les collectivités territoriales appelées à contribuer à la réalisation du projet de lignes ferroviaires à grande vitesse Sud Europe Atlantique (LGV-SEA). Un protocole d'intention pour la réalisation de la LGV-SEA a été rédigé pour les partenaires suivants: Etat, Réseau ferré de France (RFF), les conseils régionaux d'Aquitaine, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Limousin, Centre et Languedoc-Rous-

sillon, les départements, les communautés urbaines et d'agglomération de ces régions.

Ce protocole comporte une clef de répartition du financement (voir tableau ci-joint pour l'Aquitaine).

Le projet se compose de quatre sections au-delà de la réalisation de la section Tours-Bordeaux.

- Le tronçon commun Bordeaux-Sud Gironde.
- La section Sud Gironde-Toulouse.
- La section Sud Gironde-extrémité nord de la section internationale (Dax).
- La partie française de la section internationale (Dax-Espagne).



Clef de financement des collectivités territoriales d'Aquitaine

en millions d'euros, estimation 2006

	Tours-Bordeaux	Bordeaux-Espagne	Total
Conseil général Gironde	135,9	97,8	
Agglomération Bordeaux	121,0	102,3	
Agglomération Arcachon	17,0		
Agglomération Libourne	1,9		
Total Gironde	275,0	200,1	475,8
Conseil général Landes	33,3	48,7	
Agglomération Dax	7,6	12,4	
Agglomération Mont-de-Marsan	6,8	11,9	
Total Landes	47,7	73,0	120,7
Conseil général Dordogne	9,5	13,0	71,2
Conseil général Lot-et-Garonne	32,2	39,1	
Agglomération Agen	9,5	13,0	
Total Lot-et-Garonne	41,7	52,1	93,7
Conseil général Pyrénées-Atlantiques	76,0	115,9	
Agglomération Pau	20,5	29,3	
Agglomération BAB	24,9	40,0	
Agglomération St Jean de Luz	8,8	16,2	
Total Pyrénées-Atlantiques	130,2	201,4	331,6
Conseil régional d'Aquitaine	291,5	301,4	594,9

L'argent européen

UNE véritable petite course à la notoriété est ouverte entre nos grands élus. Le Président du Conseil général (UMP) Jean Castaigns et Max Brisson ont été reçus à Paris par le ministre des Transports. Jean-Jacques Lasserre a fait une démarche particulière. De son côté Alain Rousset, Président du Conseil régional, flanqué de l'euro-député (PS) Gilles Savary et de la maire de Pau (PS) Martine Liguères-Cassou ainsi du vice-ministre des Transports d'Euskadi Iñaki Betazola, ont été reçus par le commissaire européen aux Transports, Antonio Tajani. Une chose est sûre, le gros des financements européens est réservé à la section

TGV purement transfrontalière de Dax à Gasteiz. Cela devrait pouvoir mieux négocier la cote-part du Pays Basque avec les autres collectivités locales d'Aquitaine.



DA p le d'agglomération réunion à Alain Rousset favorablement d'euros: «pris dans non!» Il pr semblée en ment. Dan conférence tion des cir

■ Domin aux Transp novembre tants des c Atlantique signature e le Préfet e

JAC den un q TGV en Pa mission na lant deux r ferroviaire L'un de la ferroviaire d'analyse é de transpo le bilan éco du réseau fic sont tou Ainsi, écrit Basque où niqué qu'ir

Jean-Luc Berho, secrétaire confédéral de la CFDT en charge du logement et animateur des entretiens d'Inxauseta

La question du logement c'est celle du vivre ensemble!

"Plutôt que de parler de pourcentage de propriétaires par pays, mieux vaut vérifier si on a un panel de logements économiquement abordables et de qualité à la disposition des citoyens"



"Les quartiers doivent rester dans la République." Il faut casser leur enclavement en les ouvrant au reste de la ville !

La raréfaction du foncier et l'augmentation effrénée des prix de l'immobilier rendent difficile l'accès au logement à une part de plus en plus large de la société. Il en est de même pour les entreprises artisanales, commerciales, industrielles ou agricoles, ... qui doivent faire face à des problèmes d'installation, de développement, de transmission. *Alda!* publie les réflexions de Jean-Luc Berho (considéré comme le père de la Garantie des Risques Locatifs) sur le thème de l'immobilier et du foncier. Ces réflexions soulignent quelques initiatives encourageantes au Pays Basque pour faire face à cette crise.

Quel état des lieux peut-on faire de la situation du foncier et de l'immobilier ?

"Au niveau de l'hexagone quand on parle du thème foncier/immobilier il faut prendre en compte des problématiques fortes. 1/ La texture du salariat (composante rémunération liée au prix du logement dans son ensemble). 2/ Les réflexions issues du Grenelle de l'environnement "Est-ce que la Terre est extensible par rapport aux besoins (agricoles, industriels, en habitat, en équipement (transport, etc.)...) ? Partant de la réponse, quels sont les choix que nous pouvons faire ?" Quand on parle du logement c'est en fait la question du vivre ensemble qui se pose !"

C'est-à-dire ?

"Tout le monde dit "Oui, il faut faire quelque chose pour les pauvres"... mais pas à côté de chez

moi ! Comme le dit le sociologue Eric Morin "Il y a une capacité de l'humain à se choisir". L'humain est toujours tenté de vivre avec ses pairs, de sélectionner... Ainsi il est difficile de construire une ville où les différentes catégories sociales se côtoient. En fait on va vers des systèmes à l'américaine : ségrégation et ghettoïsation !"

Y a-t-il des mesures prises pour éviter cela ?

"La loi Borloo sur la Rénovation Urbaine en 2003 montre que pour le vivre ensemble il faut que les quartiers "restent dans la République". Pour cela 40 milliards d'€ seront injectés dans les cités pour y transformer des logements, entrer la mixité dans les statuts (où actuellement on trouve 90% locataires dans du logement social...), pour y faire venir du locatif privé, l'accession à la propriété, les bureaux, le service public, le commerce, etc.



Jean-Luc Berho

Il faut ouvrir ces quartiers enclavés où vivent plus de 6 millions de personnes.

D'autre part, le Droit au Logement Opposable (Loi DALO) fait que 600 000

ménages doivent devenir prioritaires pour accéder au logement depuis le premier janvier 2008. Il y a 6 catégories de prioritaires parmi lesquelles on retrouve les sans domicile, les personnes en Centre d'hébergement d'urgence, ou logées en famille ou chez des amis, ceux qui vivent dans l'habitat indigne (souvent en centre ville ou en campagne).

Enfin, il y a un risque que ces deux lois se télécopent : les exclus vont être prioritaires pour être relogés dans des quartiers déjà "enclavés". Comme on trouve déjà des communes avec 74% des habitants non soumis aux impôts sur les revenus et les locaux, on peut se poser la question "De quoi vivra la ville sans revenu ?".

Justement, quelles sont les pistes à explorer ?

"Il faut en finir avec les égoïsmes ! D'une part on doit voir comment faire de la péréquation intelligente : *ville riche / ville pauvre*... D'autre part il faut reconnaître et valoriser le courage politique des maires bâtisseurs ! Les associations, syndicats, etc. doivent encourager les élus bâtisseurs ! Mais on peut aussi pointer du doigt (via des mesures coercitives) ceux qui ne veulent pas faire leur part de logement social (minimum 20%). Quand on sait que 72% de la population est éligible à ce type de logement (pour ne pas avoir à survivre sur un "reste à vivre" dérisoire)... il faudrait remettre en cause la légitimité des élus qui n'ont pas respecté les 20% en les mettant devant leur responsabilité via un rapport de force de la part du monde associatif, des opérateurs, des syndicats, etc. pour construire une ville harmonieuse !"

www.inxauseta.fr

Inxauseta, lieu d'expression culturelle et sociétale existe depuis 1973.

Depuis 2001 les entretiens d'Inxauseta traitent la question du logement au sens le plus large (rénovation urbaine, politique de la ville, logement lié à la situation de l'entreprise et du salarié) à l'échelle de internationale, hexagonale et du Pays Basque.

Ces entretiens ont eu le privilège d'avoir la participation de la plupart des acteurs et décideurs... Cela en fait un rendez-vous incontournable.

Les actes des premiers débats étaient distribués à quelques centaines d'exemplaires et les dernières années à des milliers d'exemplaires, sans compter les téléchargements du site ...

Cela passe-t-il par un pays de propriétaire?

"Nicolas Sarkozy agite un vieux fantôme qui est celui de la "France de propriétaires" où tout un chacun serait propriétaire de sa maison. Actuellement l'héxagone compte 55% de propriétaires et selon le Président il faut aller vers les 70%. Notons que la comparaison est faite avec l'Espagne qui en compte 86% (mais qui n'a pas de logement social). Par contre on retrouve le même taux qu'en France dans les Pays du Nord (Danemark, Suède, Allemagne). Donc "un pays riche (de bien être, etc.) est un pays de propriétaire" n'est pas un formule si évidente que cela... d'autant plus qu'on trouve 97% de propriétaires en Albanie et 31% en Suisse.

La question est de se dire : "A-t-on un panel de logement économiquement abordable et dans un état correct à disposition ?". Le pouvoir actuel a fait le choix de pousser les gens à devenir propriétaires et certaines banques étaient prêtes à accepter 39% du revenu net comme mesure de la capacité d'entrettement (contrairement aux 33% actuels). On imagine le "reste à vivre" quand 39% des revenus sont destinés à rembourser la banque...

La solution est d'avoir une panoplie d'offre diversifiée (logement social, conventionné, etc.)...

Je pense que la question du logement est liée à la situation de l'entreprise et du salarié. Si on prend en compte la texture du salariat on voit qu'il y a 20 ans on avait comme contrat de travail un CDI ou un CDD. Aujourd'hui on trouve 4,5 millions de personnes (soit 18% du salariat) en temps partiel dont 63% contraint ou subis. 82% de ces 63% sont des femmes à 700€ par mois : comment trouver un logement avec ce type de contrat de travail ? En fait, 55 à 60 % de la population en difficulté pour rentrer et se maintenir dans un logement.

La question est de savoir comment construire une ville : la plus harmonieuse possible entre les différentes cultures et origines et en abimant le moins possible la nature."

Quelles sont les alternatives qui existent ou peuvent être mises en place en Iparralde ?

"La SCI solidaire Barnekaldean bizi créée par Euskaldun Gazteriak (pour acheter une maison et y construire des appartements pour les jeunes), l'initiative Etxalde (démarche solidaire et non spéculative pour un parc locatif durable), l'inauguration à Bidart de logements pour salariés saisonniers, etc. sont des exemples montrant qu'on peut produire des logements économiquement accessibles.

D'autre part, la création de réserves foncières sur la Côte basque via l'EPFL est une bonne initiative (qui existe ailleurs il y a 20-25 ans...). De vrais débats et la transparence devraient être prioritaires pour impliquer la population. En effet, dans le cas du logement, il faut voir si les élus ont toute la légitimité à eux seuls pour être autour de la table. Il est important d'associer les services de l'Etat, les associations, entrepreneurs, syndicalistes, etc. pour rassembler un certain nombre de terrains et les préempter et pour établir un plan de développement. C'est un bon moyen de bloquer un foncier à la spéculation. Il faut en plus veiller à trouver une bonne densification (pour éviter le mitage)."

Peut-on dire que la population d'ici est pour partie détentrice des solutions nécessaires au développement harmonieux de notre pays ?

"Depuis les premiers entretiens d'Inxauseta sur le logement en 2001 de plus en plus de responsables syndicalistes (CFDT, FO, CGT, etc.), associatifs, la MSA, les Foyers de Jeunes Travailleurs, la Fondation Abbé Pierre, les opérateurs, le PACT Arim, etc. s'impliquent pour ensemble discuter et faire des propositions. Comme nous l'avons vu, cette dynamique locale aboutit à des actions emblématiques ou expérimentales.

Plus que d'actions de désespoir ou de colère, la solution viendra du fruit de ces rencontres-actions entre associations, élus, opérateurs, etc."



Le mitage : on appelle mitage la dispersion de constructions ou de lotissements en milieu rural. Dans les massifs forestiers, on assiste à un "grignotage" de la forêt par les espaces urbanisés ou l'implantation de maisons individuelles.

Laboraria auzitan

(Doinua : Pottoka mendian)

Kalakari

Federazioak industria hazten
Handien xerbitxuko ttipiak itotzen
Ura kutsatzen ta lurra urdekatzen
Bioethanola OGMaz sortzen

Laborariak aldiz geroaz axolatu
Etxalde ttipiak atxiki nahi ditu
Kabalak eta lur bai errespetatu
Janari sanoa egiten segitu

Frantziak ez onartzen neholaz euskara
Bainan Prefetak du ikasi mintzaira
Orain ulertzen du bai zer den ganbara
Euskara sartuko da auzitegira

Federazioak ez polemikatzen
Lanean ari da ta klarki mintzatzen
Debateetan ez du denborarik galtzen
Horregatik orain "plainta" du ekartzen

Funtsezko problema orain da ageri
Berexten ditugu kaka ta janari
Ageri da nor den jukutrian ari
Nor auzi egile ta nor laborari

JUDITH KUBATH

Association Attitude (Aides)

25 novembre

Journée internationale contre les violences faites aux femmes



L'association Attitude régie par la loi 1901, créée à Bayonne le 4 avril 2003, est une association communautaire constituée de personnes issues de différents milieux et concernées par la prostitution. Son comité est formé de personnes prostituées et non-prostituées.

Attitude a pour objet de promouvoir toute réflexion et toute action visant à mobiliser les personnes afin de réfléchir aux stratégies de réduction des risques et de militer en faveur de plus de reconnaissance.

Mobilisation des travailleurs(es) du sexe...

L'association s'est créée suite à la mobilisation de certaines personnes prostituées qui, affolées par les répercussions de la loi sur la sécurité intérieure de 2003, se sont fédérées en association communautaire.

Le sociologue Lilian Mathieu du CNRS, estime que cette loi a eu pour effet de précariser et d'isoler les travailleurs/ses du sexe à coup de condamnations répétées.

...contre une loi très ambiguë et très dangereuse

Rappelons qu'en France la prostitution est légale.

La France a en effet adopté un régime abolitionniste. Ni réglementée ni interdite, la prostitution se trouve libre pour la personne qui l'exerce en tant que comportement privé.

Le code pénal n'interdit pas la prostitution, il sanctionne ses manifestations les plus visibles qui troublent l'ordre public et réprime de manière très énergique le proxénétisme.

Politique très ambiguë de la France

Le Ministère de l'intérieur réprime pour sauvegarder l'ordre public.

Le Ministère de la justice pénalise l'exercice de la prostitution sur la voie publique.

Le Ministère des finances fiscalise puisque les revenus de la prostitution sont imposables au titre des bénéficiaires non-commerciaux.

Les personnes prostituées sont une cible réelle pour la police. Les arrestations, mises en garde à vue abusives, humiliations, amendes, reconduites à la frontière, se sont multipliées, incitant ainsi les personnes prostituées à se cacher et à cumuler des facteurs de vulnérabilité : absence de couverture sociale, difficulté de logement, précarité, vulnérabilité face au VIH/IST Hépatites.

Attitude et Aides

L'association compte 25 membres. La vie associative est ponctuée par des réunions mensuelles, des rencontres thématiques, des ateliers, en plus des moments de convivialité et des repas. Attitude est hébergée et soutenue par l'association Aides qui met à disposition son local, les outils informatiques, le téléphone et deux salariées.

Les associations Attitude et Aides remercient le Collectif contre les violences sexistes de prendre en considération les violences infligées aux prostituées et d'en avertir le grand public à l'occasion de cette Journée Internationale contre les Violences faites aux Femmes.

"La condition prostituée"

Nous attendons avec impatience l'intervention de Lilian Mathieu, ce mardi 25 novembre à Bayonne (19h00 à la Bourse du Travail), qui nous éclairera avec toute sa pertinence sur ce sujet. Son ouvrage "La condition prostituée" est aussi un appel à abandonner les dispositifs spécifiques de traitement de la prostitution au profit d'une "politique sociale d'ensemble".



www.attitude64.fr
www.aides-paysbasque.org



ZIMENTARRI elkarte

- Azaroaren 25eko ekitaldiaren antolatzaile taldekoa -

Amaia, du Centre Aukera (lié à l'association Zimentarri), offrant des services d'orientation et d'appui aux personnes exerçant la prostitution nous présente Aukera.

"Aukera zentroa elkarte laikoa da eta Gipuzkoan lan egiten du prostituzioaren arizaiten diren pertsonekin (izan ditezen gizonak, emazteak edo transexualak).

Sozial, juridiko, osasun, lan-baldintza eta psikologia mailan aholkularitza egiten dugu prostituzioa utzi nahi duten pertsonak bai eta ere prostituzioan jarraitu nahi duten pertsonak errezebituz, jukatzea eta paternalismoa saiestuz.

Gure aburuz prostituzioaren munduan behar dira bi puntu garrantzitsu konduan hartu: inplikatuak diren pertsonetan uzten duen estigma eta prostituten botza bera, usaian konduan hartzen ez dena."

Vie associative

Questions-réponses!

Les compléments d'information sur les thèmes ci-dessous abordés pourront être obtenus à la Bibliothèque de la Fondation au 20 rue des Cordeliers à Bayonne, par la consultation de la collection "Associations, mode d'emploi".

Local municipal

La mairie de notre village n'est-elle pas tenue de nous fournir un local ?

Non ! Comme pour l'attribution de subventions, la mairie n'a aucune obligation en la matière. Ainsi, en vertu de l'article L.2144-3 du Code général des collectivités territoriales, le maire peut vous refuser le prêt d'un local communal pour des motifs tirés des nécessités de l'administration des propriétés communales,

du fonctionnement des services ou de l'ordre public. En revanche, il ne peut refuser sur le seul motif que l'association aurait par exemple un caractère politique ou que son dirigeant soit un opposant. En outre, la municipalité a une obligation d'égalité de traitement entre les associations dans la gestion de ses salles, le maire pouvant être dans le cas contraire accusé d'excès de pouvoir (CE, 8 avril 1998, n. 162284, Fréquelin). Ainsi, si elle fournit un local à une autre association et pas à la vôtre, cela doit être dûment justifié.

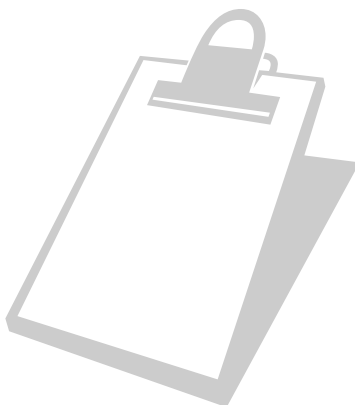
Révocation du bureau

Les membres d'une association veulent révoquer le bureau. Quelle est la procédure ?

Est-ce le bureau ou le conseil d'administration ? Les membres du bureau étant élus par les

membres du conseil d'administration, ils ne sont révocables que par ces derniers. En revanche, les membres du conseil d'administration sont élus par l'assemblée générale, et ne peuvent donc être révoqués que par cette instance. Autrement dit, un mandat n'est révocable à tout moment que par son ou ses mandants (article 2004 du Code civil). Ainsi, s'il s'agit des membres du CA, vous pourrez réunir une AG extraordinaire en inscrivant expressément à l'ordre du jour : "Révocation du mandat de X, révocation du mandat de Y, ...". Pensez à vérifier dans vos statuts le mode de convocation d'une assemblée générale extraordinaire par les adhérents, qui nécessite souvent un pourcentage déterminé de signatures des membres. □

L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

LES PUBLICATIONS DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ

Le document de réflexion du Comité National d'ELA "Unir nos forces pour gagner la souveraineté", présenté publiquement le 23 octobre dernier à Ainhice-Mongelos



à EHLG, est disponible gratuitement au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz (20, rue des Cordeliers à Bayonne).

Vous pouvez aussi le télécharger à l'adresse suivante :

www.mrafundazioa-alda.org/article-24449943.html

LES FORMATIONS DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ

Lizarra-Garazi : l'alternative pour demain

Session de formation avec Txetx Etcheverry

Vendredi 12 décembre à 19h30

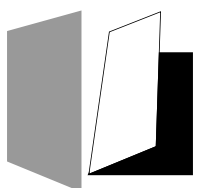
A Saint-Jean-de-Luz (Salle du Fronton municipal)



Retour en détail sur la portée radicale des concepts et pratiques nés pendant le processus de Lizarra-Garazi.

Entrée gratuite

Renseignements et inscriptions :
06 14 99 58 79
ipar@mrafundazioa.org



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

Financiers du TGV



Financiers du débat public à Bayonne. L'absence n'a évoqué le financement des collectivités territoriales

La position de la CABAB

DANS un premier temps, Jean Grenet, président de la CABAB, réunissant le 30 septembre, en privé le Conseil d'agglomération au lendemain de la première séance à Bordeaux avec le Préfet Idrac et Jean-Louis Pousset, était d'accord pour répondre favorablement à la participation de 65 millions d'euros : «Je le regrette, mais nous sommes dans la siringue. On ne peut pas dire que ça promet cependant de faire voter l'assemblée en séance publique sur cet engagement. Dans un second temps, — après une conférence de presse manifestant la stupéfaction des cinq conseillers d'agglomération (Mar-

tinique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports a rencontré, jeudi dernier 13 novembre à Pau, l'ensemble des représentants des collectivités locales des Pyrénées-Atlantiques. Il a fixé au 20 novembre la date du Protocole d'accord soumis par le conseil de région et liant l'ensemble de

tine Bisauta, Bernard Causse, Georges Daubagna, Michel Poueyts et Jakes Abeberry) — il propose en privé à son Conseil de ne souscrire qu'à la cote-part CABAB de 24,9 millions d'euros pour le tronçon Tours-Bordeaux, et de n'accepter le financement de 40 millions d'euros pour le tronçon Bordeaux-frontière espagnole que si nous connaissons le tracé de la nouvelle voie TGV et la localisation de la gare. Cette attitude semble aujourd'hui partagée par la Communauté de communes du Sud-Pays Basque et peut-être le département des Pyrénées-Atlantiques. C'est ce qui aurait été dit au ministre Bussereau à Pau jeudi dernier 13 novembre.

tous les partenaires financiers. Il a renvoyé à la région les éventuels arbitrages sur les réajustements des financements ne voulant lui considérer que le montant total. Il s'est engagé à ce qu'il y ait une gare TVG en Pays Basque. Sera-t-il là en 2020 pour tenir sa promesse?

Un point de vue responsable

ACQUES Saint-Martin, ancien président de la CCI de Bayonne, qui anime un groupe de réflexion sur l'arrivée du TGV en Pays Basque vient d'écrire à la Commission nationale du Débat public lui rappelant les rapports rendus publics sur le projet de ligne à Bordeaux-Espagne.

La Cour des comptes sur «le Réseau ferroviaire» d'avril 2008 et celui du Conseil économique sur «les infrastructures de transport» d'août 2007 qui confirment que le bilan économique et financier de la gestion du réseau ferroviaire et des prévisions du trafic sont toujours surestimés de 35 à 40%.

Écrit J. Saint-Martin, à propos du Pays Basque où le promoteur RFF a plus communiqué qu'informé sur la traversée de ce terri-

toire pourtant considérée comme «la partie la plus délicate» du projet. D'où notre scepticisme face aux prévisions de trafic qu'il avance pour rendre crédible la saturation du réseau actuel peu utilisé —seul moyen de justifier la LGV qui le doublera.

Sur un autre plan, il est vraisemblable que la tonalité de ce débat aurait été différente si l'on avait été plus informé: par exemple sur la situation réelle des comptes de la SNCF et RFF ou les études préalables aux investissements: ces lacunes et d'autres ont été comblées par les rapports de la Cour et du CAE mais après le débat: or ces informations auraient certainement intéressé beaucoup de participants sinon modifié la position de quelques-uns.

Une gare TGV en Pays Basque

LE Conseil des élus du Pays Basque vient de demander à l'agence d'Urbanisme une étude pour connaître les enjeux d'une éventuelle gare LGV en Pays Basque. L'enquête publique TGV se déroulera en 2011 et les grands choix fonctionnels (fuseau privilégié, connexion fret, positionnement de la gare Pays Basque sur la nouvelle ligne) en 2009. Il semble donc nécessaire de disposer

de données et d'outils d'analyse appropriés aux enjeux. Un comité de pilotage local serait constitué pour le suivi de cette étude qui devrait porter sur le raccordement avec l'Y basque, l'intermodalité, la proximité de l'agglomération bayonnaise, les raccordements logistiques et surtout la localisation de cette nouvelle gare TGV qui nécessite un terrain plat de 400 mètres de long rectiligne.

La mauvaise foi de RFF



LE 8 mars 2007, le conseil d'administration de RFF arrête les conclusions du débat public et faisait connaître ses décisions de maître d'ouvrage qui sera publié au Journal Officiel.

On y relève que le débat public aurait permis l'expression plurielle de points de vue et d'hypothèses et confirmé la priorité donnée au transport ferroviaire afin de permettre entre autres le transfert modal. Le débat public «a permis de préciser la saturation de la ligne existante et de montrer la nécessité de prévoir deux voies supplémentaires entre Bordeaux et la frontière espagnole».

Cette affirmation est en contradiction avec une majeure partie des participants au débat public et avec la contre-expertise d'un cabinet suisse demandée par les défenseurs de l'environnement.

On peut mesurer déjà la manœuvre de RFF de détourner le contenu du débat public. Mais le plus grave reste le total silence du débat public, qui n'a en aucun moment évoqué la prise en charge financière par les collectivités locales du coût de la LGV. Toutes les lignes TGV

de France, mis à part une partie de celle de Strasbourg, n'ont-elles pas été jusqu'ici entièrement pris en charge par l'Etat ou ses sociétés nationales SNCF et RFF? Personne, parmi les centaines de participants du débat public en Pays Basque, n'a une seule fois songé à ce que les règles du jeu soient subitement changées pour le projet qui concernent l'Aquitaine et le Pays Basque. La tromperie est énorme et la responsabilité de RFF totalement engagée. A une échelle plus réduite et proche de nous, comment qualifier l'abandon par RFF de l'entretien de la ligne Bayonne-Garazi? Faute d'entretien des rails, le train n'y roule plus qu'à 40km/heure et faute d'entretien des caténaires RFF annonce l'abandon de la traction électrique au profit de motrice à diesel, en pleine contradiction avec le Grenelle de l'environnement.

La crédibilité de RFF est, aux yeux des élus et de l'opinion publique, sérieusement entamée alors que nous sommes saisi par elle du chiffrage faramineux des coûts de la réalisation du TGV Tours-Bordeaux - Pays Basque.

EA fera cavalier seul

Eusko Alkartasuna a décidé de ne pas renouveler son alliance avec le PNV pour les élections du printemps prochain. Il diffusera un message à caractère souverainiste porté hier par le Lehendakari PNV Juan José Ibarretxe aujourd'hui rentré dans le rang.

LA direction d'EA a indiqué par un bref communiqué le 10 novembre qu'elle lançait le processus de désignation de son futur candidat au poste de président de la Communauté autonome basque. Il semble qu'Unai Ziarreta, actuel président d'Eusko Alkartasuna, soit la personnalité qui sera choisie, dans la mesure où, contrairement au PNV, ce parti n'a pas de caractère bicéphale et fonctionne comme dans la plupart des pays européens.

Quelques jours plus tard, le président d'EA et son secrétaire général Joseba Azkarraga ont indiqué à la presse que leur but était de «concrétiser un projet indépendantiste» face à l'évolution décevante du PNV. On se souvient que ce parti a totalement lâché son président désireux d'organiser, malgré le refus de Madrid, le «droit des Basques à pouvoir décider» par la voie d'un référendum. L'affaire qui agita toute l'année 2008 n'a abouti qu'à un immense flop, une belle photo de manifestation sans lendemain entre Gernika et Gasteiz. Pour Joseba Azkarraga, détenteur du porte-feuille de la justice au sein du gouvernement basque, certes l'attelage à trois (PNV, EA et EB) qui dirige la Communauté autonome est satisfaisant pour une gestion des problèmes au jour le jour, mais il est temps maintenant d'aller plus loin.

Souverainisme et violence incompatibles

Rafa Larreina, un des poids lourds d'EA en charge de la politique institutionnelle, considère que la notion de «concertation politique» (1) que défend aujourd'hui le PNV pour obtenir «plus d'Etat basque», c'est-à-dire davantage

de compétences, dénature totalement la défense du «droit à décider» du peuple basque que le PNV prétend ne pas avoir abandonné. Fidèle à sa ligne politique fondamentale, EA enfourche plus que jamais le cheval souverainiste. Il prend ainsi la tête d'un «pôle souverainiste pour débloquer la situation politique actuelle». EHAK, le parti émanant de Batasuna interdit, a aussitôt proposé une offre de collaboration à



Unai Ziarreta

EA. Mais ce dernier l'a rejeté arguant du fait que «souveraineté et violence sont incompatibles».

L'exécutif régional d'EA en Gipuzkoa, là où le parti est le mieux implanté, fait entendre sa différence, il considère dans un communiqué que la décision de ne pas s'allier avec le PNV est «une grave erreur politique». Le PNV regret-

te évidemment la décision d'EA dans la mesure où cette alliance qui a déjà fonctionné en 2001 et 2005, permettait de constituer un bloc équivalent face au PSOE.

Suicide ou courage politique

Pour Ezker Batua, troisième partenaire du gouvernement autonome, une telle «fragmentation de la carte politique basque donnera de l'oxygène» à une éventuelle alliance entre le PNV et le PSOE. Qu'il redoute bien entendu, parce que l'appoint décisif des ex-communistes/Verts deviendrait alors inutile.

En prenant cette décision de se présenter seuls face aux électeurs, les dirigeants d'EA ont fait le choix du risque. Il leur était facile et confortable comme depuis de nombreux scrutins, élections autonomiques ou Cortés, de se mettre un peu à la remorque du PNV, alors qu'il a fait scission avec ce parti en 1986. Grands étaient les débats au sein d'EA pour déterminer quelle option choisir. Se compter relevait pour certains du «suicide politique». Effectivement, EA risque fort au lendemain des élections de mars 2009 de ne pas obtenir les 7 députés qu'il détiendrait actuellement au parlement autonome. Pour d'autres, la poursuite de l'alliance avec le PNV gommait la visibilité d'EA aux yeux de son propre électorat et le condamnait à plus ou moins long terme à la fusion avec son frère ennemi. EA tente de se bâtir une identité politique social-démocrate, mais sa position de subordonné face au PNV, plus sa lente érosion électorale ne lui ont jamais facilité la tâche. Et le traumatisme de la scission est toujours à vif.

La surprise est venue des dernières

élections forales en Gipuzkoa où EA faisant cavalier seul, est parvenu à réaliser des scores inespérés. La démarche de Juan José Ibarretxe en faveur d'un référendum, malgré son échec, a démontré la pérennité de la revendication souverainiste et lui a donné non seulement une dimension institutionnelle, mais aussi une légitimité qu'elle n'avait pas auparavant. La crise de la gauche abertzale en partie interdite d'élections et toujours à la recherche d'une porte de sortie politique sans résultat pour l'instant, ont fait le reste. EA espère donc cristalliser les déçus du PNV et de Batasuna. Mais occuper un espace politique et le traduire en termes électoraux sont deux choses bien différentes. Ce ne sera pas le moindre paradoxe et la moindre difficulté pour EA que de s'opposer à Juan José Ibarretxe en présentant un candidat contre lui, alors qu'il l'a soutenu dans sa démarche référendaire plus et mieux que le PNV.

Atermoiements et division ont souvent paralysé Eusko Alkartasuna. Ne pas choisir, gagner du temps ou rester frileusement sur la touche, sous le parapluie du PNV, aurait été pire que tout. Face à une situation complexe, prendre une initiative politique, courir le risque de se compter, vouloir conquérir son identité et forcer le destin sont le signe du courage politique, voire déjà le gage du succès et pourquoi pas du renouveau. Le nouveau président d'EA, Unai Ziarreta en sera le portedrapeau.

(1) Allusion sémantique à la concertation économique ou «*concerto economico*» qui dans le cadre du droit foral, organise les relations fiscales et économiques entre le Pays Basque et l'Etat central.

PRESO

■ **Extradés dehors.** Livré le 5 novembre à Madrid, le preso Zuhaitz Errasti a été libéré le 12, mais il doit répondre le 26 devant l'Audiencia nacional d'un délit d'apologie du terrorisme pour lequel il risque 18 mois. Livré il y a trois ans par le Canada, condamné à Madrid, Gorka Izrea a été libéré le 11.

■ **RSF pour deux Basques.** Reporters Sans Frontières (RSF) a apporté son soutien au rédacteur de Gara Asier Velez de Mendizabal et au photographe de presse Lander Fernandez de Arroyabe, de l'agence Argarki Press. Ils sont poursuivis par un juge

d'instruction de Pampelune qui les accuse d'avoir participé à une manifestation où ils ne faisaient qu'exercer leur métier. Mais le juge les considère complices de délit de trouble à l'ordre public. RSF trouve ces poursuites «scandaleuses» et demande leur abandon.

■ **Menacée par ETA.** Dans son dernier communiqué, ETA avait désigné nommément Marixabel Lasa de «militante anti-abertzale». Elle est responsable de l'Association des victimes au gouvernement de Gasteiz. Elle a reçu immédiatement le soutien de toutes les institutions basques, et de nom-

breuses marques de sympathies de nombres de gens et de personnalités.

■ **Arrestations encore.** Deux hommes circulant le 12 novembre à vélo près de Tarascon sur Ariège ont été interpellés par des gendarmes. Dans leurs sacs à dos, deux armes de poing et de la documentation laissant penser à leur appartenance à ETA. Amenés à Toulouse, Ugaitz Astiz et Mikel Olza ont reconnu une telle appartenance. A l'entrée du commissariat, on les a entendus crier: «Gora ETA militarra! Borroka da bide bakarra!» Arrêtés le 10 novembre à Pampelune

trois jeunes accusés d'«intégration dans une organisation terroriste», d'appartenance à Segi, mouvement dissous, et de projets d'actes de kale borroka, ont été emprisonnés trois jours plus tard par le juge Grande Marlaska. Les Basques prisonniers sont près de 760 dans les prisons françaises et espagnoles.

■ **De Juana.** Iñaki de Juana Chaos avait fait beaucoup parler de lui l'an dernier. En fin de peine après 21 ans de prison, il avait effectué deux longues grèves de la faim pour sa libération. Convoqué le 11 novembre



Goizegi isildu zaigun «danga» maitagarria : Ernest Alkhat

Daniel Landart, auteur de théâtre et maintes fois animateur des joutes de Bertsolari, porte témoignage du talent d'Alkhat qui vient de nous quitter

BAZUEN jite, bazuen bertute gure Alkhat adiskideak; buruz eta eskuz gizon trebea zen. Ehorzketako elizkizunean Armandaritzen, irratietan eta kazetetan, goraipatua izan da bertsularia. Ongi merezitua zuen, hogeita hamar bat urtez, bertsu kantari ibili baita xokomoko guzietan.

Baina nik Ernest Alkhatekin ukan nuen lehen harremana antzerki solas izan zen. Teatrolari gisa ere baitzuen talendu gure lholdiarrak ! Eta hain zuzen, bere sor herriko taldea arrapizturik, lau obra eman zituen: «*Berterretx*», «*Etxahun*» eta «*Roxali*» Piarres Larzabalenak eta azkenik berak idatzia: «*Borda berri*».

Aspaldi du beraz elkar ezagutzen genuela eta erran dezaket harekin egoitea, niretzat, beti plazer handi bat zela, egiazko besta bat. Hain zen, lagunkina, jendakina, gizon zinez laketa. Itxuraz beti alegera, zirta bat hemendik, atsotitz bat handik,

jende guzia bere itzulira biltzen zuen eta irriaren bidez, goxatzen eta lilu-



Ernest Alkhat

ratzen. Gainera, haren memorioak, aldiro, harrizten ninduen.

Herriz herri bertsutan eta etxez-ete xintxuketan ibiltzearen bortxaz, hengo jendea, nehork baino hobeki ezagutzen zuen, barne-barnetik, baikoitzaren dohainez eta itzalez jakinean zela. Ez, ez zen ogi bihi gaineko xoria gure Alkhat; hortzez eta haginez, bermatu da bere bizi guzian, eta bere bertsuetan argiki agertzen da jende xehearentzat zeukan atxikimendua. Funtsean, eiherazain familia xume baten alde deblauki agertu zen, lholdin, 1974ean eginak izan ziren Tobera famatu hailetan. Gertakari hark biziki markatu zuen. Bi bertsu andana egin zituen gai hartaz, batean zioela:

«Kondenatua naike, jada asko jendez, ez isilik egonik zombaiten bel-

durrez. Zendako egin dutan dauzuet bi elhez: "zuzena" gaixo horren maitareten maitetz!».

Gizon alegera zen Alkhat, oroz gainetik irri eginaraztea maite zuen, baina bazekien ere, behar zelarik, ahoan bilorik gabe mintzatzeko, eta gostarik gosta, zuzentasunaren alde gudukatzen.

Eskerrak osasunak doi-doi aski denbora utzi diola bere bertsu idatzia argitaratzeko «*Ene ezkilaren danga*» liburuan.

Zorigaitzez Akhaten «*danga*» ez du gu gehiago entzuten ahalko. Beharrik haren liburua hor daukagula orain lekuko, euskara gozatuz eta jorituz egin duen lan paregabeaz oroitzeko. Ez adiorik, Alkhat.

Eta egun latz hauetan, doluminetan dauden Maite alarguntsari eta semei juntatzen natzaie. Bihotzez bihotzez...

Daniel Landart

Ils resteront à Kako !

DEPUIS le 31 octobre 2008, c'est une certitude: Fred et Jasmine seront paysans à Kako.

Kako, c'est avant tout une ferme de 30 ha de SAU, 20 ha de bois, située à Ainharp. Kako, c'est un outil de travail que le GFAM Lurra vient d'acquérir et de sortir définitivement du marché de l'immobilier. Fred Larranaga, quant à lui, a acheté les bâtiments agricoles et devient fermier du GFAM avec bail de 18 ans.

D'une ferme en recherche d'acquéreur, la FDSEA a fait de Kako un dossier à enjeu politique et syndical fort. A aucun moment la Safer et l'ADASEA n'ont eu une attitude objective dans ce dossier et les conséquences sont lourdes tant humainement que finan-

cièrement: Six personnes ont notamment été traînées devant les tribunaux après des arrestations arbitraires et lourdement condamnées (amendes et prison avec sursis pour certains). L'affaire Kako, c'est l'immense solidarité que Fred et Jasmine ont su faire naître autour d'eux. Et c'est bien grâce à cet élan de solidarité que Kako a pu être rachetée. Outre la partie agricole qui restera aux mains du GFAM et de Fred Larranaga, la villa quant à elle, est rachetée pour la circonstance. Aujourd'hui ce sont 250 prêteurs solidaires de 1.000 euros sur l'ensemble du Pays Basque dans le cadre de Nazio Eztatbaida Gunea, dépassant largement le monde agricole.

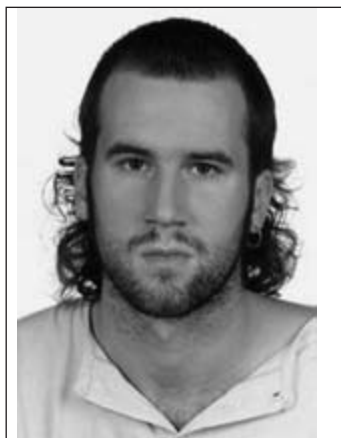
GFAM Lurra et Bizitegia



Mercredi 13 octobre, conférence de presse: épilogue de l'affaire Kako

pour témoigner sur l'hommage qui lui avait été rendu le 2 août assimilé à une apologie du terrorisme, il ne s'est pas présenté. Le juge de l'Audiencia a lancé contre lui un mandat d'arrêt international. Iñaki s'est livré lundi 17 novembre, à un tribunal de Belfast en Irlande du Nord.

■ **ETA frappé à la tête.** Les nouvelles procédures antiterroristes ont été mises en œuvre pour se saisir du chef présumé d'ETA. L'arrestation a été effectuée en pleine nuit, à 3h30 ce lundi 17 novembre! Plus de soixante-dix policiers spécialisés, dont ceux de «*la cellule antiterroriste*



Garikoitz Azpiazu dit «Txeroki»

de la PJ de Bayonne» ont encerclé l'immeuble de Cauterets (65) où un couple venait de louer le 13 un studio meublé. Faisant irruption, les hommes du RAID l'ont surpris dans son sommeil, l'homme gardant pourtant auprès de lui une arme de poing, selon la police.

La prise est d'importance. Garikoitz Azpiazu dit «*Txeroki*» est considéré depuis trois ans comme le «*numéro un*» d'ETA. On l'accuse des attentats mortels de Capbreton, où deux gardes civils avaient été froidement abattus, et de l'aéroport de Barajas en décembre 2006, avec deux victimes mortelles, coups d'arrêt brutal

du processus de négociation.

La femme présente à ses côtés serait Leire Lopez Zurutuza, mais on ne sait rien de plus sur elle. Tous deux ont été placés en garde à vue, et seraient rapidement présentés à la juge Le Vert. Les perquisitions auraient amené la saisie de deux autres armes, de nombreux documents et d'un ordinateur. On dit que c'est l'immatriculation de la voiture qui aurait aidé au repérage de Txeroki.

Les autorités des deux côtés de la frontière, jusqu'à Sarkozy et Zapatero, se sont réjouis de l'arrestation. Les experts ajoutent que le successeur est déjà en place. Il s'agirait d'Aitzol Iriondo.



90 ans

MEME s'il ne reste plus de combattants de la guerre 1914-1918 en France, il n'empêche que le devoir de mémoire est toujours d'actualité. Fils d'un ancien combattant, je garde le souvenir des conversations qui avaient lieu dans l'atelier de mon père, le rappel des tranchées en hiver dans le froid, la bave, la crasse, les souffrances endurées, les bombardements, les assauts à l'aube, la quotidienneté épouvantable longue de plus de quatre années.

Avec la mémoire surgit l'histoire, cette boucherie qui fit un million et demi de morts en France, tout une jeunesse fauchée, un grand vide masculin, l'espoir fallacieux de la «*der des der*» alors que le malheureux traité de Versailles de 1919 et les nationalismes exacerbés préparaient, vingt ans plus tard, la seconde guerre mondiale qui, par son horreur, orientait l'Europe vers la paix à partir de la réconciliation franco-allemande. Les trois étapes d'une guerre civile européenne vont de 1870 à 1945 et le XX^{ème} siècle nous laisse deux dates dignes de mémoire: le 11 novembre et le 8 mai, de l'horreur de la guerre à l'espoir de la paix et du début du rêve européen, d'une Europe, hélas! lente à se construire.

* *

Des commémorations, il n'en manque pas en cette année 2008: les 90 ans de l'armistice de 1918, les 60 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), les 50 ans de la V^e République, les 40 ans de mai 68 en France et dans le monde

Jean Haritchelhar

avec toutes les conséquences dans l'évolution des mentalités, mais pour le Basque que je n'oublie pas d'être, je met en exergue le trentième anniversaire de la Constitution espagnole qui, dans son article 3, déclare officielles les langues basque, catalane et galicienne dans les territoires où elles sont parlées.



«Cette vieille langue non indo-européenne, toujours vivante après des milliers d'années d'existence et totalement tournée vers l'avenir»

Le Basque que je n'oublie pas d'être, ancien professeur de langue et littérature basques à l'université de Bordeaux, mais toujours chercheur, l'ancien président de l'Académie de la langue basque et toujours académicien doté du titre de «*euskaltzainburu ohia*», célèbre avec ses collègues, d'octobre 2008 à octobre 2009, les quatre-vingt-dix ans de la création de l'Académie. La voilà, devenue nonagénaire, de cette vieille langue non indo-européenne, toujours vivante après des milliers d'années d'existence et totalement tournée vers l'avenir.

Quatre-vingt-dix ans, c'est le grand âge pour une personne, c'est toujours la jeunesse pour une institution dont la durée de vie dépend de la durée d'existence de la langue qu'elle est censée défendre.

«*Ekin eta jarrai*» (Entreprendre et persévérer) telle est la devise d'Euskaltzaindia, qu'elle met formellement en pratique. Les premiers académiciens — douze au total, parmi lesquels trois du Pays Basque Nord — ont fait le rêve d'une langue littéraire commune en même temps que celui de l'établissement d'un Atlas linguistique et l'actuelle génération est en train de concrétiser le rêve de ses lointains prédécesseurs.

Au quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de l'Académie, il convient d'ajouter le quarantième anniversaire du Congrès d'Aranzazu qui décida de sa langue dans la grande et belle aventure de «*l'euskara batua*», l'élaboration de cette langue commune, certes respectueuse des dialectes et s'en nourrissant, unissant les Basques des sept provinces, un véritable pari sur l'avenir.

Ce pari est en train d'être gagné par quarante années de travaux de recherche dans tous les domaines, qu'ils soient de lexicologie, de grammaire, de dialectologie, d'anomastique ou de littérature. Les résultats sont là, visibles, patents, et c'est de tout cœur que je souhaite un joyeux anniversaire à cette nonagénaire et toujours jeune institution que j'ai encore l'honneur et la joie de servir comme d'autres générations le feront pour l'épanouissement de l'«*euskara*».

Sur votre agenda

Azaroa:

✓ **Vendredi 21, 19h, BAIONA** (Fondation Manu Robles-Arangiz, 20 rue des Cordeliers). Réunion de la commission «*Hexagone*» de la campagne de soutien à Laborantza Ganbara.

✓ **Vendredi 21, 21h, AINIZA** (Laborantza Ganbara). Débat avec Francisco Letamendia «*Ortiz*», Jean-Luc Morucci du Syndicat des travailleurs corses (STC) et Panpi Sainte-Marie (ELB).

✓ **Samedi 22, 11h, BAIONA** (Place Lacarre). Baiona Kantuz.

✓ **Samedi 22, dès 12h, LUHUSO**. Fête de soutien à LAB. 12h: apéro Mutxiko animé par Galtcetaburu; 13h30: repas; 14h: bertulariak; 14h30: E. Labeguerie, P. Serbielle...; 17h: meeting avec A. Etxaide, J. Prieto...; 18h30: concert avec Buuzbu; 19h30: théâtre avec Mari Bi Sos; 20h: concert avec MX6T...

✓ **Samedi 22, MUGERE ELIZABERRI** (Trinquet Ibar). Le trinquet fête ses 20 ans, venez tous participer au «*Méchoui*». S'inscrire au 05 59 31 83 65.

✓ **Jusqu'au samedi 22, HENDAIA** (salle Les Variétés salan Beltzenia). 19^{ème} Festival de Marionnettes.

✓ **Jusqu'au 14 décembre, BAIONA** (Kalostrape ostatua). Exposition de Gonzalo Etxebarria.

Amets Arzallus txapeldun

AMETS Arzallus a été couronné vainqueur du premier championnat de bertso d'Iparralde samedi dernier 15 novembre au Jai Alai de St Jean de Luz,



Miren Aretxe

devant deux mille auditeurs sous le charme durant quatre heures. Le jeune Hendayais s'est classé devant Sustrai Colina suivi de Miren Aretxe, Maddalen Arzallus, Odei Barroso, Ekhi Erramendegi, Karlos Aizpurua et Xumai Murua. Des joutes éliminatoires s'étaient déroulées avec un franc succès populaire en Soule et Basse-Navarre. Cette résurrection spectaculaire de

l'art de l'improvisation et de la versification en euskara en Iparralde et hautement significative et pleine d'espoir. Ceci est l'aboutissement d'une action volontaire menée depuis des années dans les ikastola et les écoles bilingues par l'association Bertsularien lagunak. Sur le point de disparaître dans son expression populaire et spontanée, voilà cet art propre à Euskal Herria renaître portée par une jeune génération talentueuse.



Un Jai alai enthousiaste

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Les enjeux financiers du TGV 4 à 9
- EA fera cavalier seul 10

Cahier n°2 «*Alada*» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chahou à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr